

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Brèves

MALI-NIGER-BURKINA-FRANCE-CONFLIT-ARMÉE

Des "forces d'occupation" qui pilleraient les ressources africaines comme au temps des colonies ? Sous l'effet d'une guerre qui empire, les troupes étrangères au Sahel font face à un rejet apparemment grandissant chez les habitants du Burkina Faso, du Mali et du Niger.

MAURICE-ÉLECTIONS-ÉCONOMIE

Les Mauriciens sont appelés à voter jeudi pour un scrutin législatif qui doit permettre au Premier ministre sortant Pravind Jugnauth, d'obtenir la légitimité populaire lui faisant défaut, même si, pour la première fois en quatre décennies, il oppose trois blocs distincts.

USA-ONU-CLIMAT-ENVIRONNEMENT-DIPLOMATIE-ÉNERGIE

La lettre était attendue depuis 2017 mais ne pouvait être envoyée pour des raisons juridiques jusqu'à lundi dernier: les Etats-Unis de Donald Trump ont informé officiellement les Nations unies de leur intention de se retirer de l'accord de Paris sur le climat, confirmant le déni climatique américain.

MEXIQUE-USA-CRIME

Au moins trois femmes et six enfants d'une communauté mormone américaine établie dans le nord du Mexique ont été assassinés lors d'une embuscade, probablement victimes des gangs criminels qui sévissent dans la région, a annoncé lundi un parent des victimes.

BRÉSIL-ÉNERGIE-PÉTROLE

Le Brésil espère entrer définitivement dans la cour des grands du pétrole avec des enchères qui pourraient rapporter mercredi plus de 26 milliards de dollars, un record, pour un pays qui espère se hisser en dix ans à la cinquième place des plus grands producteurs mondiaux.

IRAK-MANIFESTATIONS-POLITIQUE-TROUBLES-SOCIAL

De nouveaux morts, des affrontements aux abords de bâtiments officiels à Bagdad ou du principal port du pays et une longue coupure d'internet font redouter mardi que l'Irak, théâtre d'un mouvement réclamant "la chute du régime", ne plonge dans le chaos.

Ghana : Benjamin Agordzor arrêté pour complot présumé contre le pouvoir

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

L'INFORMATION a fait l'effet d'une bombe à Accra, la capitale, Kumasi et les autres villes du Ghana. Les institutions de ce pays auraient ainsi échappé à une tentative de déstabilisation. L'auteur, Benjamin Agordzor, un haut responsable de la police nationale, a été mis aux arrêts avant-hier soir. Il lui est reproché d'être l'auteur d'un pour complot visant à renverser le gouvernement, ont indiqué hier son avocat et des sources sécuritaires.

Le directeur adjoint de la police ghanéenne, Benjamin Agordzor, est accusé de trahison pour son présumé soutien aux membres du groupe "Take Action Ghana", dont les dirigeants ont été arrêtés en septembre à Accra pour avoir comploté contre le pouvoir, a expliqué son avocat. Benjamin Agordzor est actuellement détenu au Bureau des enquêtes nationales (BNI), a ajouté Me Martin Kpebu, qui a dénoncé une "chasse aux sorcières". "Nous avons passé toute la journée là-bas hier et on nous a seulement informés dans la soirée qu'il avait été arrêté".

"Les preuves sont faibles. Ils le retiennent sur la base de messages Whatsapp. Il donnait des conseils sur les moyens légaux pour organiser une manifestation et faire un don à une oeuvre philanthropique", a-t-il précisé. Me Kpebu a assuré que son client était en réalité visé pour son "franc-parler", après des propos publics dénonçant "la non-indépendance de la police et l'ingérence politique dans les services".

Deux autres officiers supérieurs de la police sont également interrogés dans le cadre de ce complot présumé, ont affirmé des responsables sécuritaires sous couvert d'anonymat. "Nous avons des preuves des messages Whatsapp entre les officiers et le groupe et nous les leur avons montrés (...) Nous mettons tout en oeuvre pour faire échec à toute tentative de coup d'Etat", a déclaré une de



Benjamin Agordzor, directeur adjoint de la police arrêté.

ces sources. Neuf personnes arrêtées en septembre ont été inculpées le mois dernier dans cette affaire très médiatisée qui a ébranlé le Ghana. Les suspects ont plaidé non coupables devant un tribunal de la capitale, Accra. Parmi

eux figurent quatre officiers de l'armée de l'air et un médecin accusé d'avoir utilisé son hôpital pour fabriquer des armes. Le parquet a accusé Take Action Ghana d'avoir voulu organiser plusieurs manifestations dans le but de renverser le gouvernement

du président Nana Akufo-Addo. A noter que c'est le 9 décembre 2016, que Akufo-Addo a été élu avec 53,83 % des voix. Et le 7 janvier 2017, il prends ses fonctions en tant président de République du Ghana pour un mandat de cinq ans.

Un vrai-faux complot ?



Le président Nana Akufo-Addo a-t-il vraiment été victime d'un complot ?

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

L'ARRESTATION du directeur adjoint de la police ghanéenne, Benjamin Agordzor, si elle peut paraître anecdotique dans un pays totalement ancré dans la démocratie depuis les années 1990, n'est pas sans rappeler un passé peu glorieux marqué d'instabilités politiques dans les années 1970 et 1980 où l'image du Ghana souffrait de multiples

coups d'Etat... militaires. Considéré comme un exemple de stabilité en Afrique, l'ancienne Gold Coast est dirigée par des gouvernements élus démocratiquement depuis 1992 et se prépare à organiser de nouvelles élections en fin 2020. Au cours desquelles le président Akufo-Addo devrait briguer un second et ultime mandat. Si ce qui est reproché à Benjamin Agordzor est avéré, cela constituerait une première depuis que ce pays est devenu un modèle

de démocratie et de bonne gouvernance en Afrique. D'ailleurs, l'annonce des arrestations et du prétendu complot a surpris plus d'un Ghanéen, suscitant un certain scepticisme au sujet des explications peu claires du gouvernement. La gravité des accusations étant telle que personne n'imagine cet officier supérieur de police, connu pour ses prises de position tranchées sur certaines questions, être à la tête d'une initiative aussi suicidaire. Certains y voient plutôt des manœuvres politiciennes pour mettre sous l'égide d'une personnalité dont les sorties, jugées parfois intempestives, gênent beaucoup l'actuel pouvoir. Et la question que tout le monde se pose est celle de savoir ce qui se trame réellement derrière ce qui s'apparente à une vraie-fausse tentative de déstabilisation, jusqu'alors, sans véritables éléments probants. Il ne reste plus qu'à faire confiance à une justice ghanéenne, dont l'indépendance n'est plus à prouver, pour tirer cette affaire au clair.